



Élections municipales

Répondre aux urgences sociales Faire barrage à l'extrême droite

Les résultats du premier tour sont très préoccupants. L'abstention est élevée. Les urgences sociales ne trouvent aucune réponse et la population souffre de l'affaiblissement des politiques publiques. L'extrême droite progresse et peut l'emporter dans plusieurs villes.

Les municipales concernent notre vie quotidienne, notre voix compte : Les décisions prises au niveau municipal ont des conséquences concrètes pour les salarié-es, les retraité-es, les jeunes et leurs familles. Elles influencent l'accès aux services publics, les conditions de vie et l'égalité entre les territoires.

Les municipalités doivent faire des choix utiles : développer les services publics de proximité et les écoles, construire des logements accessibles, améliorer les transports, soutenir la vie associative, garantir l'accès à la santé, agir pour l'égalité entre les territoires.

Elles peuvent aussi utiliser la commande publique pour soutenir l'emploi, améliorer les conditions de travail et favoriser des productions respectueuses de l'environnement. Mais ces choix dépendent des orientations politiques.

Au second tour, le monde du travail doit se faire entendre. Parce que les communes doivent rester au service de toute la population, et non de la division et de la régression sociale, la CGT appelle les salarié-es, les retraité-es, les jeunes à se mobiliser pour :

- des réponses à nos exigences sociales et défendre les services publics
- l'amélioration de l'accès au soin de proximité avec la création de centres municipaux de santé
- l'accès au logement
- le renforcement des transports collectifs pour décarboner nos déplacements
- l'accès de toutes et tous à l'éducation, à la culture et à la vie associative
- le développement d'un service public de la petite enfance, en garantissant à toutes et tous l'accès aux crèches publiques et aux services d'aide à domicile

Pas d'alliance avec l'extrême droite. La CGT appelle solennellement **chacune et chacun à prendre ses responsabilités** démocratiques. Aucune alliance ne doit être faite avec l'extrême droite, ni avant ni après les élections. Faire barrage à l'extrême droite est indispensable pour défendre les libertés, les droits sociaux et les services publics.

Dans les collectivités où l'extrême droite exerce déjà des responsabilités, ses politiques fragilisent la solidarité, attaquent les associations, réduisent les moyens des services publics et opposent les habitants entre eux.

À l'Assemblée nationale, l'extrême droite vote contre les intérêts des salarié-es

Dans les mots, l'extrême droite prétend défendre les travailleurs, mais dans les actes elle fait le contraire.

À l'Assemblée nationale, elle vote contre : les services publics, les augmentations du Smic et des salaires, l'indexation des salaires sur les prix alors que l'inflation et les crises pèsent sur nos budgets.

Elle s'est opposée à la mise en place d'une contribution exceptionnelle sur les grandes fortunes, y compris la petite taxe sur les ultra-riches.

Elle veut faire reculer le droit syndical dans l'entreprise.

Mais elle ne dénonce jamais les superprofits réalisés par les grandes entreprises, notamment dans le secteur pétrolier.

L'extrême droite ne répond pas aux urgences sociales. Elle détourne notre attention vers ceux qui ont peu, plutôt que s'attaquer à ceux qui accaparent les richesses produites par notre travail.

Quand l'extrême droite gouverne, les salarié-es paient la facture

Aux États-Unis, la politique menée par Trump favorise les plus riches et les grandes entreprises, tout en affaiblissant les protections collectives : réduction des impôts sur les grandes fortunes, affaiblissement des règles protégeant les salariés et l'environnement, attaque contre les syndicats.

Dans les pays où l'extrême droite est au pouvoir : remise en cause des droits des femmes, restriction des libertés publiques, pression contre la justice, la presse et les organisations syndicales.